

"Et au Venezuela l'ONU dit quoi"

Nouvelles tendances au Sahel

16 Février 2026

Cette note d'Insecurity Insight analyse l'activité des réseaux sociaux du 12 janvier - 08 février 2026, en évaluant les récits observés sur la base de plus de 14 mois de suivi systématique des réseaux sociaux au [Burkina Faso](#), au [Mali](#) et au [Niger](#).



Il est de plus en plus crucial de comprendre comment les acteurs de l'aide humanitaire sont représentés en ligne. Les discours sur les réseaux sociaux façonnent la perception des communautés à l'égard des organisations humanitaires et peuvent influencer l'accès opérationnel ainsi que la sécurité du personnel. À mesure que les échanges numériques occupent une place centrale dans la manière dont l'aide est comprise et contestée, leur suivi devient essentiel pour l'acceptation de l'aide, la gestion des risques sécuritaires, la programmation et la communication avec les populations affectées.

En analysant les discours émergents et établis sur les réseaux sociaux, cette note d'information propose un aperçu de l'évolution de l'opinion publique à l'égard des acteurs de l'aide humanitaire au Burkina Faso, au Mali et au Niger. Elle vise à soutenir les décideurs et les praticiens dans le renforcement de l'acceptation communautaire au sein d'un environnement humanitaire en mutation rapide.

Ce briefing s'inscrit dans une initiative de plus long terme consacrée au Burkina Faso, au Mali et au Niger, qui examine la manière dont l'acceptation ou le rejet des agences d'aide s'exprime en ligne. Le contenu est sélectionné à partir de listes prédéfinies d'agences des Nations unies, d'ONG internationales et locales, d'organisations de la société civile, ainsi que de mots-clés généraux liés à l'aide humanitaire et au développement. Les commentaires associés aux publications ayant généré le plus d'interactions ont fait l'objet d'une analyse qualitative afin d'identifier les discours dominants. Cette édition couvre notamment :

- **Une forte mobilisation contre la condamnation par l'ONU de la suspension des partis politiques au Burkina Faso.**
- **Une communication institutionnelle sur l'aide, peu engageante mais largement acceptée, notamment les réunions de haut niveau entre acteurs humanitaires et autorités publiques, ainsi que les programmes liés au genre, où un contenu formel a suscité une interaction limitée et des réactions majoritairement neutres à positives.**
- **Des dons matériels visibles comme sources de tensions, illustrés par le soutien de Qatar Charity au Burkina Faso, qui a suscité à la fois une approbation pour l'aide tangible et une suspicion persistante quant à ses intentions, à ses conditions et à son influence géopolitique.**

Cette sélection ne prétend pas refléter l'ensemble des discussions en ligne sur l'aide au Burkina Faso, au Mali et au Niger, mais met en lumière les discours les plus visibles. L'opinion publique à l'égard du secteur évolue dans le temps, façonnée par l'interprétation des contenus numériques à travers le prisme des expériences personnelles et des expositions antérieures. Pour renforcer et maintenir l'acceptation dans les espaces numériques, les décideurs et praticiens doivent élaborer des stratégies de communication adaptées à ces dynamiques changeantes, intégrées à des approches plus larges en matière d'acceptation et de sécurité.

Incidents à l'aéroport du Niger (29 janvier 2026) : Des militants armés ont mené une attaque contre l'aéroport international Diori Hamani à [Niamey](#). Des groupes liés à l'État islamique ont revendiqué cette attaque. Celle-ci a causé des dommages à plusieurs avions et infrastructures sur le site, qui abrite également une base militaire. À la suite de cet incident, le dirigeant militaire du Niger a publiquement accusé les dirigeants de la France, du Bénin et de la Côte d'Ivoire d'avoir financé l'attaque. Aucune des publications ou commentaires publiés sur les réseaux sociaux et analysés dans le présent briefing ne fait référence au secteur de l'aide humanitaire en relation avec ces événements, mais l'association d'incidents violents à des États spécifiques met en évidence l'environnement de risque plus large, car de tels discours peuvent contribuer à créer dans l'esprit du public un lien entre les acteurs extérieurs, les organisations humanitaires et l'insécurité.

Éditions précédentes : [Encore plus de chômage](#) (05-11 jan), [Esperons qu'ils ne portent pas de micros](#) (15 déc-04 jan), [Madame tu te trompes tu n'es pas nigérienne](#) (08-14 déc), [Disons non aux violences sur le genres](#) (17-30 nov), [Tout](#)

Récits principaux

Critique de l'ONU concernant la suspension des partis politiques au Burkina Faso (6–7 février)

Entre le 6 et le 7 février 2026, quatre publications Facebook relayées par des médias régionaux ont diffusé la condamnation par l'ONU de la décision du Burkina Faso de dissoudre les partis politiques. Deux publications ont circulé au Burkina Faso et deux au Niger. Au total, elles ont touché environ 25 000 utilisateurs et généré 2 034 commentaires, soit près de **60 % de l'ensemble des commentaires recueillis au Burkina Faso, au Mali et au Niger sur la période étudiée**. Environ **96 % des commentaires étaient négatifs** à l'égard de l'ONU ou, plus largement, du système d'aide internationale. Plutôt que d'ouvrir un débat sur la suspension des partis elle-même, ces publications ont suscité un discours polarisé, répétitif et hostile, centré sur la souveraineté nationale, le rejet de toute autorité extérieure et la délégitimation de l'ONU.

Principaux discours

- **L'ONU comme illégitime, inutile ou « inexistante »** : un discours dominant et récurrent présente l'ONU comme dépourvue de crédibilité. Les commentaires interrogent fréquemment « qui » ou « quoi » est l'ONU, la décrivant comme une entité inutile, voire déjà dissoute.

“L'ONU représente quoi pour qui????”

- **Souveraineté nationale** : de nombreux commentaires qualifient la suspension des partis politiques de question strictement interne, affirmant que le Burkina Faso « appartient aux Burkinabè » et qu'aucune organisation internationale n'a la légitimité à s'exprimer sur ce sujet.

“Notre pays n'est pas là propriété de l'ONU. Nous sommes souverains.”

- **Le “deux poids, deux mesures”** : un schéma récurrent consiste à déplacer le débat vers d'autres crises internationales. Le Venezuela, les territoires palestiniens occupés, l'Ukraine, l'Iran ou encore les actions des États-Unis – souvent personnalisées à travers Donald Trump – sont invoqués pour illustrer l'hypocrisie supposée de l'ONU.

“Le voyous terroriste secrétaire général de l'ONU doit parler d'abord des dossiers brûlants tel que la sauvagerie de Trump d'aller terroriser le président Maduro et nous laisser tranquille”

“Beaucoup de pays arabes n'ont pas de partis politiques et l'ONU dit quoi????”

- **L'ONU comme instrument d'intérêts occidentaux ou impérialistes** : l'ONU est fréquemment assimilée aux États occidentaux, notamment à la France et aux États-Unis, et décrite comme un outil de domination impérialiste ou néocoloniale.

“Ceux là ils n'arrêtent jamais leur comédie l'ONU est un instrument que l'impérialisme utilise pour nous attaquer”

- **Association de l'ONU au terrorisme et à l'insécurité** : une part notable des commentaires établit un lien explicite entre l'ONU (et les organisations internationales en général) et le financement ou la protection de groupes armés.

“Onu=organisation terroriste.Que dit l'ONU:1/enlèvementde Maduro,président démocratiquement élu?2/Bombardementde Gasa par Israel?3/financement avéré du terrorisme par la france?etc....la liste est longue.On vous a compris.Mme ONU,vous n'êtes plus crédible.”

Ce que cela nous apprend

- **Une forte capacité de mobilisation autour des critiques de l'ONU** : la concentration des commentaires montre que les perceptions d'ingérence extérieure, en particulier de la part de l'ONU, génèrent un engagement nettement supérieur à celui suscité par les développements locaux liés à l'aide humanitaire.
- **Un sentiment anti-multilatéral structurel plutôt que circonstanciel** : le discours observé reflète une vision du monde consolidée, dans laquelle l'ONU et les institutions internationales sont perçues comme intrinsèquement illégitimes, indépendamment de la question traitée.
- **Un risque réputationnel lié aux références à la démocratie** : les mentions des partis politiques, des élections ou des normes démocratiques sont largement interprétées comme des injonctions étrangères plutôt que comme des principes de gouvernance neutres.
- **Un risque de contagion pour les acteurs de l'aide** : bien que déclenchée par la position de l'ONU, l'hostilité s'étend aux « organisations internationales » de manière générale, alimentant un climat de méfiance envers l'aide extérieure et les acteurs de la gouvernance.
- **Des implications potentielles pour la sécurité des travailleurs humanitaires** : l'amalgame explicite entre l'ONU, les organisations internationales et le terrorisme accroît les risques réputationnels et peut se traduire par une augmentation des risques sécuritaires sur le terrain, notamment dans des contextes où l'hostilité publique peut entraîner harcèlement, entraves opérationnelles ou diminution de l'acceptation communautaire.

Réactions en ligne aux réunions de haut niveau avec les autorités

Représentant 112 publications, soit environ 15 % de l'ensemble des contenus collectés durant la période étudiée, cette catégorie couvre les réunions formelles entre organisations d'aide et autorités étatiques au Burkina Faso, au Mali et au Niger. Parmi ces publications, 23 provenaient de comptes officiels ou liés aux autorités publiques. La visibilité organisationnelle était dominée par les acteurs multilatéraux, avec 72 publications émanant d'agences des Nations unies, 27 provenant d'ONG internationales (ou les mentionnant explicitement), 11 d'ONG locales, et une faisant référence à un bailleur. Malgré son volume et sa forte dimension institutionnelle, ce contenu a suscité très peu d'interactions et de critiques : les 112 publications ont généré seulement 142 commentaires, dont 14 à tonalité négative. La présence visuelle récurrente de ministres, de gouverneurs et de hauts responsables — souvent en uniforme militaire — peut avoir joué un rôle modérateur. Elle semble dissuader l'expression publique d'un désaccord ouvert et orienter les réactions vers des formules de politesse ou des manifestations de loyauté nationale. Lorsque des critiques ont émergé, elles se sont concentrées sur la méfiance envers les organisations internationales, les mises en garde contre un rapprochement renouvelé avec des États occidentaux et arabes, ainsi que sur la suspicion selon laquelle les acteurs extérieurs poursuivaient avant tout des intérêts géopolitiques ou liés à l'exploitation des ressources, plutôt qu'un soutien authentique au développement national.

Les publications sur les questions de genre : un engagement limité mais majoritairement positif

L'analyse d'un échantillon de publications consacrées aux questions de genre, diffusées par des agences des Nations unies, des ONG internationales et des ONG locales, fait apparaître un engagement limité, mais systématiquement neutre à positif. Dans l'ensemble, les choix de communication, le cadrage visuel et l'orientation thématique convergent vers un modèle d'acceptation générale sans mobilisation notable. Contrairement aux contenus politiques ou liés à la gouvernance, les thématiques de genre — telles que

l'éducation des filles, la santé des femmes ou la lutte contre les violences basées sur le genre — occupent, depuis au moins octobre 2025, un espace relativement peu contesté dans les discussions en ligne au Burkina Faso, au Mali et au Niger.

“Bravo à l'UNFPA pour cette initiative cruciale . La santé maternelle et néonatale est une priorité, surtout dans des régions comme Diffa et Zinder. La remise de ces matériels et médicaments est un pas important pour réduire la mortalité maternelle et périnatale. FEVS félicite l'UNFPA et le Ministère de la Santé pour leur engagement.”

- **Un langage institutionnel qui freine l'interaction** : la plupart des publications adoptent un ton formel et informatif, proche des rapports d'activité ou des communiqués de presse. L'accent est mis sur les mandats, les objectifs, les données chiffrées et les résultats. Si ce registre renforce la crédibilité et le professionnalisme, il laisse peu de place à l'émotion ou au débat, favorisant des réactions brèves et polies plutôt qu'un échange approfondi.
- **Des activités présentées comme achevées plutôt que participatives** : la majorité des contenus décrivent des actions finalisées (réunions tenues, matériel distribué, formations réalisées). Le public est ainsi positionné en observateur plutôt qu'en acteur, ce qui limite son engagement à des marques de reconnaissance ou d'encouragement.
- **Des visuels associés à la légitimité et à la normalité** : les images montrent généralement des réunions formelles, des cérémonies officielles, des sessions de formation ou des activités de sensibilisation. Elles consolident la légitimité institutionnelle sans susciter de fortes réactions émotionnelles. L'absence d'images conflictuelles ou choquantes réduit le risque de polarisation, mais limite également la viralité.
- **La présence d'ONG locales comme facteur de légitimité, sans effet mobilisateur** : les publications émanant d'ONG locales ancrent les enjeux de genre dans des contextes communautaires familiers et atténuent la perception d'une imposition extérieure.

Ce que cela nous apprend

- **Un faible engagement lié au format plutôt qu'au rejet** : le nombre restreint de commentaires semble principalement découler du style institutionnel adopté, plutôt que d'un désintérêt ou d'une hostilité du public.
- **Une légitimité sociale relativement solide des programmes en faveur de l'égalité de genre** : la tonalité majoritairement neutre à positive suggère une acceptation croissante dans les trois pays.
- **Une localisation qui réduit les risques sans stimuler la participation** : l'implication d'ONG locales renforce la confiance et la légitimité, sans pour autant générer une interaction accrue.

Burkina Faso : les dons de Qatar Charity suscitent des réactions mitigées

Entre le 4 et le 5 février, sept publications au Burkina Faso (six sur Facebook et une sur X) ont porté sur des dons d'envergure de Qatar Charity. Ensemble, elles ont touché environ 300 000 utilisateurs, ce qui en fait l'un des sujets les plus visibles de la période analysée. L'engagement a également été relativement élevé, avec 130 commentaires recensés, dont **16 % à tonalité négative**.

- **L'utilité matérielle comme principal ressort d'approbation** : les commentaires positifs soulignent systématiquement le caractère concret des dons (tricycles, machines à coudre,

chaises, lampes solaires), souvent comparé favorablement à d'autres formes d'aide antérieures, notamment les infrastructures religieuses.

“Entouka c'est du concret. Merci au donateur.”

“Ici c'est un don, mais d'autres nous parlent de mosquée”

- **Des soupçons persistants sur les intentions et les conditions** : une part significative des commentaires négatifs met en doute les motivations du don, évoquant des intentions cachées, des contreparties implicites ou un levier politique futur. Les références récurrentes au financement du terrorisme ou à des stratégies de manipulation géopolitique suggèrent que les donateurs du Golfe suscitent des suspicions comparables à celles visant les acteurs occidentaux ou multilatéraux.

“Nous espérons que ça ne sera pas conditionné. 😊”

“Les tortues a double carapace . Ils soutiennent les états et ils soutiennent en même temps les terroristes 😡😡😡”

- **Un discours centré sur la souveraineté et la dignité** : plusieurs commentaires estiment que l'acceptation du don est tolérable précisément parce qu'il s'agit d'un don et non d'un prêt. D'autres s'interrogent sur la dépendance d'un État souverain à la charité extérieure. Deux intervenants contestent également l'usage du terme « vulnérable », jugé stigmatisant, révélant des sensibilités liées à la dignité, à l'étiquetage et à la dépendance.

“Le nom vulnérable doit laisser la place maintenant à d'autres mot moins méprisant”

Ce que cela nous apprend

- **L'aide tangible favorise l'adhésion sans dissiper la méfiance** : un soutien matériel largement salué ne suffit pas à lever les soupçons persistants concernant l'origine des financements et les intentions géopolitiques.
- **L'aide caritative alimente un débat moral et idéologique** : à la différence de l'aide publique ou multilatérale, les dons caritatifs soulèvent des questions relatives à la dignité, à la dépendance et à l'influence implicite.
- **La forte visibilité amplifie soutien et contestation** : les récits de dons d'ampleur deviennent des points de cristallisation des débats, mettant au jour des préoccupations plus larges liées à la souveraineté, à la religion et à l'influence extérieure au Burkina Faso

Chiffres clés

Les réseaux sociaux reliant les expériences locales à des publics externes, le langage utilisé dans les commentaires est un indicateur clé de l'interaction entre les discours locaux et externes. La répartition des commentaires par type d'organisation reflète la structure complexe du secteur de l'aide, dans lequel les agences des Nations unies, les organisations internationales et la société civile locale opèrent avec des mandats et des niveaux de visibilité différents, et sont donc perçues de manière distincte. Les sentiments négatifs sont mis en évidence séparément car, même s'ils sont limités en volume, ils peuvent jouer un rôle démesuré dans la génération de discours nuisibles, notamment la désinformation, la délégitimation et la désinformation, avec des implications pour l'acceptation, l'accès et la sécurité du personnel.

Échelle d'analyse

- **Nombre de publications : 704**
- **Portée totale estimée : 7,8 millions** d'utilisateurs de réseaux sociaux
- **Nombre total de commentaires analysés : 3 388**

Répartition des commentaires par type d'organisation

- **ONU seule** : 2 319 commentaires (68,4 %)
- **Agence des Nations Unies** : 245 commentaires (7,2 %)
- **ONG internationales** : 335 commentaires (9,9 %)
- **ONG internationales** : 231 commentaires (6,8 %)
- **Acteurs internationaux du développement** : 138 commentaires (4,1 %)
- **Acteurs humanitaires internationaux** : 97 commentaires (2,9 %)
- **Donateurs** : 4 commentaires (0,1 %)
- **Secteur de l'aide en général** : 19 commentaires (0,6 %)

Répartition des commentaires négatifs par type d'acteur :

- **ONU seule** : 1 097 commentaires négatifs (95,1 %)
- **Agences des Nations Unies** : 19 commentaires négatifs (1,6 %)
- **ONG internationales** : 3 commentaires négatifs (0,3 %)
- **ONG internationales** : 23 commentaires négatifs (2,0 %)
- **Acteurs humanitaires internationaux** : 7 commentaires négatifs (0,6 %)
- **Donateurs** : 1 commentaire négatif (0,1 %)
- **Secteur de l'aide en général** : 3 commentaires négatifs (0,3%)

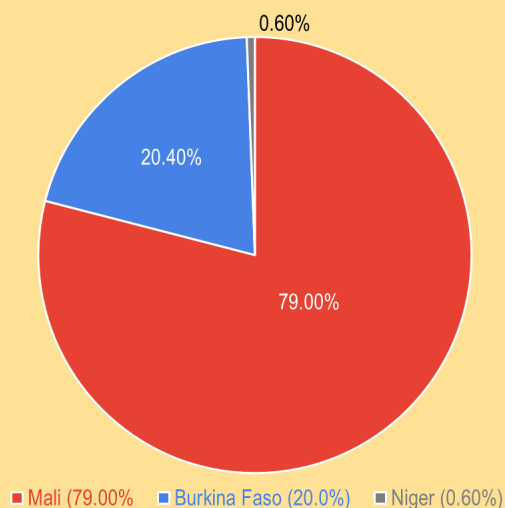
Messages mentionnant ou publiés par :

- **57 ONG nationales et OSC**
- **33 ONG internationales**
- **16 agences des Nations Unies**

Langue des commentaires

- **Français** : 3 297 commentaires
- **Emojis / sans texte** : 67 commentaires
- **Anglais** : 16 commentaires
- **Arabe** : 8 commentaires
- **Haoussa** : 1 commentaire

Commentaires négatifs visant le secteur de l'aide humanitaire par pays (12 janvier-08 février 2026)



Autres ressources

Insecurity Insight analyse régulièrement les principaux débats autour des activités humanitaires, en s'appuyant sur les informations publiées depuis des adresses IP situées en République démocratique du Congo, au Soudan et en Syrie. Il est de plus en plus crucial de comprendre comment les acteurs humanitaires sont présentés en ligne. Les discours sur les réseaux sociaux façonnent la perception qu'ont les communautés des organisations humanitaires et peuvent influencer l'accès opérationnel et la sécurité du personnel. Alors que le discours en ligne occupe une place de plus en plus centrale dans la compréhension et la contestation de l'aide, le suivi de ces discours est essentiel pour l'acceptation de l'aide, la gestion de la sécurité, la programmation et la communication avec les populations affectées. **Abonnez-vous à notre liste de diffusion** « Surveillance des médias sociaux » pour recevoir des mises à jour régulières.

Utilisation des données et avis de non-responsabilité

Ce rapport comprend une analyse du contenu des réseaux sociaux accessibles au public et recueillis sur des plates-formes ouvertes. Toutes les données ont été rendues anonymes afin de supprimer ou de masquer les détails d'identification, et aucun contenu provenant de groupes fermés n'a été utilisé. L'analyse a été réalisée dans l'intérêt public et conformément au Règlement général sur la protection des données (RGPD) de l'UE, sur la base d'un intérêt légitime. L'objectif de cette analyse est de soutenir le dialogue humanitaire, d'informer les politiques, de protéger les travailleurs humanitaires et les personnes qu'ils aident, et de contribuer à la recherche d'intérêt public. Ce document est publié par Insecurity Insight. Son contenu relève de la responsabilité d'Insecurity Insight. L'analyse et les opinions exprimées dans ce rapport n'appartiennent qu'à l'éditeur, Insecurity Insight. Insecurity Insight est une organisation Humanitaire à Humanitaire (H2H) engagée dans les Principes Humanitaires. Ce document a bénéficié du financement et du soutien de l'Union européenne (UE). Les opinions exprimées dans ce rapport ne reflètent en aucun cas la position de l'UE, qui n'est pas responsable de son contenu.

Les questions et les commentaires sont les bienvenus. Partagez ce que vous observez sur le terrain et en ligne. Vos commentaires nous aident à maintenir l'analyse précise et à jour. Email : info@insecurityinsight.org. Joignez-vous à nos efforts pour protéger l'espace humanitaire. Inscrivez-vous à notre liste de diffusion sur [la surveillance des réseaux sociaux](#). Vous trouverez d'autres ressources sur le site web du [Social Media Monitoring](#). Soutenez notre travail en partageant cette ressource. Veuillez copier et coller ce lien : <https://bit.ly/12Jan-08Feb2026SMMBriefFR>

Citation suggérée : Aperçu sur l'insécurité. 2026. Suivre les récits d'aide sur les réseaux sociaux : Tendances émergentes au Sahel, 12 Janvier-08 Février 2026. Suisse : Insecurity Insight. <https://bit.ly/12Jan-08Feb2026SMMBriefFR>



Funded by
European Union
Humanitarian Aid

